L'Europe vue de ses extrêmes

Comment vit-on l'Union européenne à ses points extrêmes ? Première étape de notre voyage, dans le massif du Mont Blanc, son point culminant. **pp. 12-14**

SABINE VERHEST

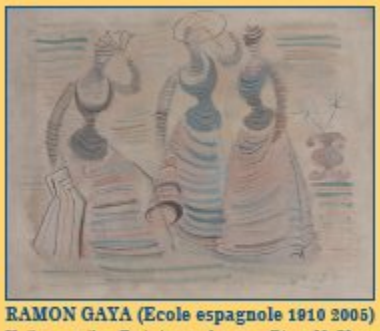
La Libre GAZETTE DE LIÉGE +

Notre supplément sur la nouvelle saison de hockey 2011-12.

Panique bancaire : l'Etat à la rescousse ?

Les grandes valeurs bancaires ont fortement dévissé hier sur les marchés financiers. **pp. 22-23, 52-53 & Edito p. 64**

HORTA
HOTEL DE VENTES - AUCTIONEERS
HOTEL DE VENTES HORTA
70/74 Avenue de Roodebeek - 1030 Bruxelles
Tél.: 02 741 60 60 - Fax : 02 741 60 70
EMAIL: INFO@HORTA.BE WWW.HORTA.BE
Ventes publiques mensuelles cataloguées
Direction : Dominique de Villegas
Prochaine vente : 12 et 13 Septembre 2011
Antiquités et œuvres d'art
Exposition : 9,10 et 11 Septembre 2011


RAMON GAYA (Ecole espagnole 1910 2005)
Huile sur toile : «Trois jeunes femmes» Dim.: 60x72cm
Vente de ce mardi 13 septembre

LUNDI 19 SEPTEMBRE 2011
EVALUATIONS GRATUITES EN NOS BUREAUX :
- D'ŒUVRES D'ART DE 10 À 12 ET 14 À 17H
- DÉCORATIONS, MONNAIES, TIMBRES, MONNAIES DE 9H45 À 11H.
- BIJOUX DE 10H À 12H
- LIVRES ANCIENS ET MODERNES DE 14H À 16H
- ART AFRICAIN ET ASIATIQUE DE 16 À 17H
- INSTRUMENTS DE MUSIQUE DE 16H À 17H

Evaluations à domicile sur rendez–vous

NICOLAS JOHANNES ROOSENBOOM
(Ecole hollandaise 1805 1880) Huile sur panneau :
« Patineurs sur un bras de mer gelée » Dim.: 20x27 cm
Vente de ce mardi 13 septembre

Quotidien européen – Belgique 1,20 € – France 2 € – Luxembourg 1,20 € Tél.: 02/744.44.44 128e année – n° 256 ★★★

© S.A. IPM 2011. Toute représentation ou reproduction, même partielle, de la présente publication, sous quelque forme que ce soit, est interdite sans autorisation préalable et écrite de l'éditeur ou de ses ayants droit.

Union européenne | Sécurité alimentaire

Deux experts aux intérêts cachés

▸ Un conflit d'intérêts salit l'Autorité européenne de sécurité des aliments.

Le conflit d'intérêts fait décidément tache d'huile au sein de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa) – chargée notamment d'évaluer les additifs alimentaires, y compris l'aspartame. Une enquête réalisée par Corporate Europe Observatory et Réseau Environnement Santé révèle que deux experts de l'Efsa ont omis de déclarer leurs collaborations avec l'International Life Sciences Institute (ILSI), un lobby international financé par l'industrie alimentaire (y compris Ajinomoto, le leader mondial dans l'aspartame, et Coca-Cola, Danone, Kraft, Unilever et Nestlé).

En effet, l'Italien Riccardo Crebelli et l'Allemande Ursula Gundert-Remyont ne mentionnent pas leurs collaborations récentes et actives avec l'ILSI dans leurs dernières déclarations annuelles d'intérêts à l'Efsa (signées respectivement le 22 juillet et le 17 août 2011). Pourtant, les règles internes de l'Efsa exigent des experts qu'ils déclarent annuellement *"tous les intérêts possibles qui pourraient être considérés comme pertinents pour évaluer l'indépendance, y compris les intérêts qui sont inhérents à l'expérience professionnelle des individus"*. Et ce pour les cinq dernières années.

Ne pas divulguer que l'on a prodigué des *"conseils ou des services dans un domaine particulier relevant de la compétence de l'Efsa"* est considéré comme une *"violation* prima facie *de confiance envers l'Efsa"*, et pourrait mener à une révocation des experts, selon les règles de l'agence.

En juin dernier, un rapport du Corporate Europe Observatory épinglait déjà le groupe ANS pour manque de transparence et conflits d'intérêts : quatre membres avaient omis de déclarer des activités de conseil pour... l'ILSI. Quelques jours plus tard, les déclarations annuelles d'intérêts de ces experts ont été discrètement mises à jour par l'Efsa...

GARO/PHANIE/REPORTERS

L'aspartame est un des additifs évalués par l'Efsa.

L'agence indépendante ne semble pas tirer les leçons d'un passé récent et scandaleux. C'est pourquoi, Corporate Europe Observatory et le Réseau Environnement Santé appellent aujourd'hui l'Efsa à licencier les deux scientifiques qui ont omis de divulguer leur travail de conseil pour l'ILSI. Ils ont également adressé une lettre à la Commission européenne, demandant d'adopter des règles beaucoup plus strictes pour enrayer l'épidémie de conflits d'intérêts au sein de l'agence : l'Efsa devrait chercher activement des experts qui sont indépendants des intérêts industriels; vérifier les déclarations d'intérêts d'experts – un problème qui semble également toucher d'autres agences de l'Union européenne –; et envisager des sanctions si les règles sur le recrutement d'experts ou les règles relatives à la vérification de leurs déclarations d'intérêts ne sont pas correctement appliquées.

Stéphanie Grofils

Libye
Trente-deux proches de Kadhafi, dont l'un de ses fils, au Niger

Trente-deux proches de l'ex-dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, dont Saadi, un de ses fils, sont arrivés au Niger depuis le 2 septembre, a affirmé lundi le Premier ministre nigérien, Brigi Rafini. *"Il s'agit de trente-deux personnes au total que nous avons chez nous, dont un des fils du Guide libyen en la personne de Saadi, et aussi trois généraux"*, a indiqué M. Rafini, faisant le point devant des diplomates étrangers accrédités à Niamey.

Ces personnes sont entrées en quatre groupes et sont *"reçues"* au Niger pour *"raisons humanitaires"*. Le dernier groupe comprenant Saadi et huit autres proches de son père a été *"intercepté"* dimanche dans le nord du Niger par les Forces de défense et de sécurité nigériennes, a expliqué M. Rafini. Il se dirigeait lundi vers Agadez, en passant par le désert.

Le Niger, qui a officiellement reconnu le Conseil national de transition (CNT) libyen, a assuré qu'il respecterait ses engagements auprès de la justice internationale concernant des pro-Kadhafi recherchés et présents sur son sol.

Outre les trois généraux libyens, Mansour Daw, chef des brigades sécuritaires de Kadhafi, est également au Niger depuis le 4 septembre.

Pendant ce temps-là, Mouammar Kadhafi, qui serait toujours en Libye, a affirmé n'avoir d'autre choix que de combattre *"jusqu'à la victoire"*, dans un message transmis par la chaîne de télévision Arraï, basée à Damas. *"Il n'est pas possible de céder la Libye aux colonisateurs une nouvelle fois"*, affirme le leader déchu dans ce message lu par le directeur de la chaîne, l'Irakien Michane al-Joubouri. *"Il ne nous reste plus que le combat jusqu'à la victoire et la déroute de ce coup d'Etat"*, ajoute-t-il en allusion aux nouvelles autorités libyennes. (D'après AFP)

Égypte
La loi d'urgence élargie

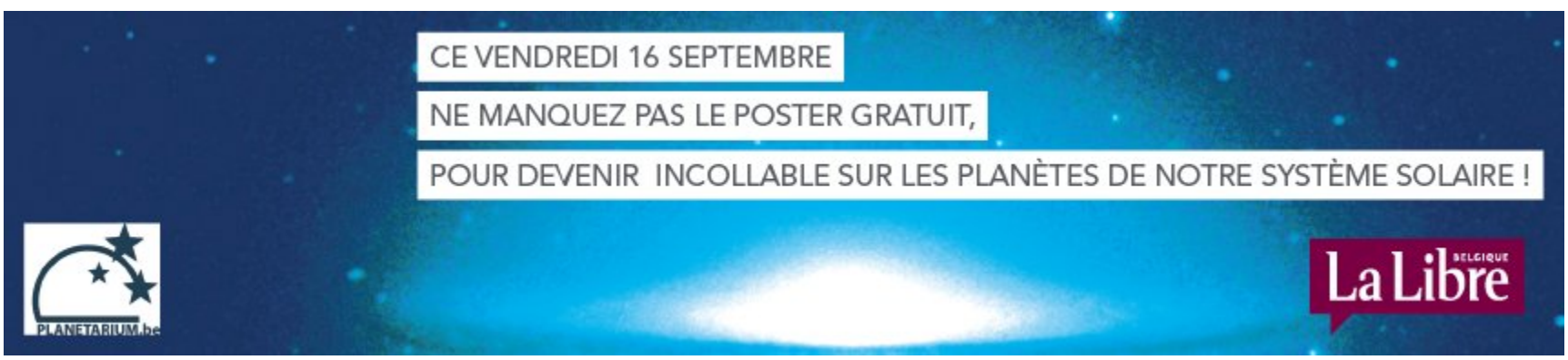
Le champ de la loi sur l'état d'urgence va être élargi en Egypte après l'attaque contre l'ambassade d'Israël et les affrontements meurtriers avec les forces de l'ordre vendredi au Caire, a déclaré lundi un membre du conseil militaire qui dirige le pays. Le Conseil suprême des forces armées a adopté un décret après cette *"rupture de la sécurité publique"* pour faire en sorte que la loi sur l'état d'urgence puisse s'appliquer aux grèves et à la *"diffusion de fausses rumeurs"*, a déclaré le général Mamdouh Chahine. La loi pourra désormais concerner aussi les *"perturbations du trafic"*. (AFP)

Népal
20 ados tibétains arrêtés

Le Népal a arrêté vingt adolescents tibétains entrés illégalement par la frontière chinoise, quelques semaines après que le gouvernement a assuré à Pékin qu'il réprimerait les activités anti-chinoises sur son sol. Les quinze garçons et cinq filles, âgés de 16 à 18 ans, ont été arrêtés dans un village himalayen de l'ouest du Népal. *"Ils ont été arrêtés par la police locale dimanche matin. Ils avaient marché pendant 16 jours"*, a déclaré un porte-parole de la police. Ils devraient toutefois recevoir l'autorisation de transiter par le Népal en vertu d'un accord informel entre le gouvernement et l'agence des Nations unies. (AFP)

Qatar
Les talibans pourraient ouvrir un bureau à Doha

Washington soutient un projet consistant à ouvrir un bureau de représentation pour les talibans au Qatar d'ici la fin de l'année, afin d'autoriser des pourparlers de paix officiels après bientôt dix ans de guerre en Afghanistan, rapporte lundi le quotidien britannique "The Times". Le bureau à Doha serait la première représentation pour les talibans, chassés du pouvoir fin 2001. Les diplomates cités par le "Times" ont souligné que les talibans ne seraient pas autorisés à se servir de cette adresse pour lever des fonds. Selon le journal, les talibans de leur côté veulent avoir la garantie que leurs représentants ne seront pas arrêtés ni harcelés. (AFP)



© S.A. IPM 2011. Toute représentation ou reproduction, même partielle, de la présente publication, sous quelque forme que ce soit, est interdite sans autorisation préalable et écrite de l'éditeur ou de ses ayants droit.